

Nouvelles du Réseau

Numéro 5

Réseau juridique canadien VIH/sida

Octobre 2000

Le Réseau témoigne devant un Comité de la Chambre des communes

En juin 2000, le Comité permanent de la Justice et des Droits de la personne de la Chambre des communes a consacré des audiences de deux jours au Projet de loi C-244 (la *Loi sur le prélèvement d'échantillons de sang*), qui propose d'amender le *Code criminel* de façon à permettre que des tribunaux puissent ordonner qu'une personne subisse un test sanguin pour le VIH ou les hépatites si un agent de la paix, pompier, autre intervenant d'urgence, ou travailleur de la santé a des « motifs raisonnables » de croire qu'en portant secours à cette personne il a été exposé à un risque d'infection. Le projet de loi propose aussi l'emprisonnement, jusqu'à 6 mois, de toute personne qui refuserait de se soumettre à l'ordonnance de test prononcée par la cour. En janvier 2000, nous avons écrit à la ministre de la Justice pour exprimer nos préoccupations à l'égard de ce projet de loi. En mars, le projet de loi a franchi l'étape de la deuxième lecture puis a été placé à l'agenda du Comité de la Justice. En juin, nous nous sommes présentés devant le Comité et avons soumis l'avis que ce projet de loi est non nécessaire, qu'il offre que des bénéfices limités aux personnes exposées, qu'il est contraire à l'éthique et en outre inconstitutionnel. Information : Richard Elliott, <relliott@aidslaw.ca>.

Immigration et VIH/sida : notre projet devient prioritaire

Le Réseau produit annuellement un « bref » document qui aborde sans tarder un thème nouveau ou naissant, ou une question juridique, éthique ou de droits de la personne qui est urgente, dans le contexte du VIH/sida au Canada. En 1998-99, nous avons publié *Après l'arrêt Cuerrier : le droit criminel canadien et la non-divulgaration de la séropositivité*; en 1999-2000, ce fut *Dépistage rapide du VIH aux points de services : questions juridiques et éthiques*.

En mai et juin dernier, nous avons consulté nos membres, des représentants de Santé Canada et d'organismes communautaires sélectionnés, pour connaître leur opinion quant au choix du sujet du document de cette année. En août, comme suite aux commentaires reçus, nous avons choisi de publier un document sur les questions juridiques, éthiques et de politiques que soulève l'immigration en rapport avec le VIH/sida.

Les lois canadiennes sur l'immigration sont en changement. Des propositions à l'étude suggèrent de requérir que tous les candidats à l'immigration subissent le test de sérodiagnostic du VIH et que ceux dont le résultat est positif soient exclus. Un sommaire de la situation a été présenté dans notre rapport final *Test de sérodiagnostic du VIH et confidentialité* (1998), mais une analyse plus détaillée et d'actualité revêt maintenant une importance particulière.

Vu les récents développements (la recommandation de Santé Canada que tous les candidats à l'immigration subissent le test du VIH et celui de l'hépatite B, et que ceux qui recevraient un résultat positif soient exclus *pour des raisons de santé publique*) nous accélérons le travail sur ce problème. Nous avons ouvert une section spéciale sur le thème « Immigration et VIH/sida », sur notre site Web, et nous y apportons des mises à jour régulières. Pour plus d'information, visitez <www.aidslaw.ca> ou écrivez à Ralf Jürgens, <ralfj@aidslaw.ca>.



CANADIAN RÉSEAU
HIV-AIDS JURIDIQUE
L E G A L CANADIEN
NETWORK VIH-SIDA



La Stratégie
canadienne
sur le VIH/sida

Publié par le Réseau juridique canadien VIH/sida.
Financé par la Division des politiques, de la coordination
et des programmes sur le VIH/sida, Santé Canada,
dans le cadre de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida.

Sommaire

Lancement des rapports sur les autochtones et le VIH/sida	2	Autres échos du Réseau	5
Faits saillants de l'a.g.a.	3	Conseil d'administration de 2000-2001 ...	6
Amorce du travail sur le prix des médicaments et les questions connexes ..	3	Équipe, stagiaires et invités du Réseau	7
Le Réseau à Durban	4	Dates à retenir	8
Nouvelles des projets	4	Commentaires et réactions	8
		Nouvelles ressources	8



Nouvelles du Réseau

Nouvelles du Réseau sert à tenir les lecteurs informés des activités du Réseau juridique canadien VIH/sida et favorise le partage d'information entre ses membres. Il est publié tous les quatre mois par le Réseau juridique canadien VIH/sida.

La soumission d'articles par des membres du Réseau, concernant leurs propres activités dans les domaines du droit, de l'éthique et des droits de la personne liés au VIH/sida, est appréciée et encouragée. Veuillez transmettre toute suggestion d'article ou de note, sous forme électronique, à Anne Renaud :

Nouvelles du Réseau

Réseau juridique canadien VIH/sida

484, rue McGill (4^e étage)

Montréal QC H2Y 2H2

Tél. : (514) 397-6828

Télec. : (514) 397-8570

Courriel : arenaud@aidslaw.ca

© Réseau juridique canadien VIH/sida 2000. Le Réseau encourage la diffusion de l'information contenue dans cette publication. La permission de reproduire du matériel sera accordée à condition que l'origine et la source en soient mentionnées. La rédaction demande que lui soit fourni un exemplaire des publications dans lesquelles des extraits de la présente publication sont utilisés.

ISSN 1488-0997

Financé par la Division des politiques, de la coordination et des programmes sur le VIH/sida, Santé Canada, dans le cadre de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida.

Les conclusions, interprétations et opinions exprimées dans cette publication relèvent uniquement de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou positions officielles de Santé Canada ou du Réseau juridique canadien VIH/sida.

Réseau juridique canadien VIH/sida

Le Réseau est un organisme de charité engagé dans l'éducation, l'analyse juridique et éthique et le développement de politiques. Nous faisons la promotion de réactions au VIH/sida qui :

- mettent en œuvre les *Directives internationales* sur le VIH/sida et les droits de la personne;
- respectent les droits des personnes vivant avec le VIH/sida et de celles autrement affectées;
- favorisent les efforts de prévention du VIH;
- favorisent les soins, le traitement et le soutien des personnes vivant avec le VIH/sida;
- réduisent les conséquences négatives du VIH pour les individus et les communautés; et
- luttent contre les facteurs économiques et sociaux qui accroissent la vulnérabilité au VIH/sida et aux violations des droits de la personne.

Nous produisons et favorisons l'accès à une information et une analyse précises et à jour sur les questions d'ordre juridique, éthique et de politiques soulevées par le VIH/sida, au Canada et au palier international. Nous consultons et donnons la parole à nos membres et à une variété de participants, notamment des communautés de personnes vivant avec le VIH/sida, dans l'identification, l'analyse et la réaction à ces questions et nous relierons des gens dont le travail ou les préoccupations les concernent. Nous reconnaissons les implications globales de l'épidémie et nous intégrons cette perspective à notre travail.

Le Réseau est partenaire du AIDS Law Project de l'Afrique du Sud. Il est établi à Montréal et est ouvert aux nouveaux membres. Pour information sur l'adhésion, contacter Anne Renaud : [<arenaud@aidslaw.ca>](mailto:arenaud@aidslaw.ca).

Lancement des rapports sur les autochtones et le VIH/sida

De concert avec le Réseau canadien autochtone sur le sida, nous avons rendu publics trois rapports, le 7 juin dernier : *La discrimination, le VIH/sida et les autochtones*; *Le VIH/sida et les autochtones : problèmes de compétence et de financement*; et *Le test de sérodiagnostic du VIH et la confidentialité : questions concernant la communauté autochtone*. Dans ces documents, le Réseau juridique et le Réseau autochtone montrent comment la discrimination liée au VIH/sida, les divisions sectorielles du pouvoir et les problèmes de financement font obstacle au développement de la réponse complète et coordonnée qui est si importante pour réagir à l'épidémie de VIH/sida parmi les communautés autochtones – les autochtones étaient cinq fois plus susceptibles d'avoir le sida que les autres Canadiens, en 1999, et la proportion des nouveaux cas recensés de VIH et de sida continue de s'accroître dans ces communautés.

Les rapports formulent 24 conclusions et recommandations. Notamment, les auteurs font valoir la nécessité d'une implication plus importante à tous les paliers de pouvoir, dans les initiatives sur le VIH/sida; ils recommandent une augmentation des fonds consacrés aux services et programmes de lutte contre le VIH/sida chez les autochtones; et ils soulignent la nécessité d'accroître l'accès des autochtones à un counselling adéquat en matière de VIH et à des services de test de première qualité. Les rapports ont été écrits par Stefan Matiation et ils résultent d'un partenariat entre le Réseau juridique et le Réseau autochtone, en plus d'avoir été enrichis par une recherche et d'importantes discussions avec plus de 50 informateurs clés.

Beaucoup d'attention médiatique a été consacrée à ce dossier, notamment dans la presse écrite (articles dans les principaux quotidiens du pays, notamment *Le Devoir* et *The Globe and Mail*), à la radio et dans les médias autochtones.

Le lancement de ces rapports, que complète une série de feuillets d'information, n'est que le coup d'envoi au travail des deux réseaux à ce chapitre. Nous préparons des initiatives de suivi afin de stimuler l'application des recommandations par les parties visées; nous annoncerons par ailleurs un atelier d'un jour en perfectionnement des compétences.

Information : Maria Nengeh Mensah, [<mmmensah@aidslaw.ca>](mailto:mmmensah@aidslaw.ca).



Faits saillants de l'a.g.a.

Plus de 100 personnes ont assisté à la soirée d'ouverture de notre assemblée générale annuelle (qui a eu lieu du 16 au 18 juin 2000 à Toronto), pour écouter le juge Horace Krever ainsi que Ann Livingstone et Dean Wilson, du Vancouver Area Network of Drug Users (VANDU). L'a.g.a. proprement dite et les six ateliers de perfectionnement (17-18 juin) ont réuni plus de 60 personnes, dont plus d'une quarantaine de nos membres de partout au pays. Les membres ont été invités à s'exprimer en vue du choix du « thème nouveau ou naissant » qu'analysera le Réseau en 2000-2001 (choix qui s'est porté sur l'immigration et le VIH/sida, comme on en fait état à la une de ce numéro); ils ont aussi participé à une évaluation informelle de notre *Bulletin canadien VIH/sida et droit*. On a particulièrement apprécié les ateliers de perfectionnement, le 18 juin, consacrés à la recherche d'un vaccin anti-VIH/sida, au dépistage rapide du VIH, à l'accès aux traitements dans les pays en développement, aux thèmes juridiques et éthiques d'actualité dans le

domaine du VIH/sida, de même qu'aux moyens d'accéder à de l'information sur ces sujets. Merci aux bailleurs de fonds qui ont rendu ces événements possibles : Santé Canada, le Centre québécois de coordination sur le sida et le Bureau ontarien de lutte contre le sida (qui nous ont permis d'accorder des bourses à plusieurs délégués québécois et ontariens, respectivement), la HIV & AIDS Legal Clinic (Ontario) et trois cabinets d'avocats torontois : Goodman and Carr, Borden Ladner Gervais et McCarthy Tétrault.

Le discours programme prononcé par le juge Krever est désormais sur notre site Web, traduit en français, à <<http://www.aidslaw.ca/francais/Contenu/evenements/kreverpresf.htm>>.

Amorce du travail sur le prix des médicaments et les questions connexes

Le Comité consultatif national du projet du Réseau sur les soins, les traitements et le soutien (dont la formation a été annoncée à la page 4 des dernières *Nouvelles du Réseau*) s'est réuni les 3 et 4 mars 2000, à Toronto, avec quelques autres spécialistes du domaine, pour offrir des avis sur les questions considérées prioritaires dans ce champ d'intervention et qui pourraient appeler une analyse juridique ou éthique de la part du Réseau.

Lors de cet atelier, les quatre thèmes identifiés comme des priorités pour une analyse en profondeur furent (dans l'ordre) : (1) le prix des médicaments et l'accès aux médicaments; (2) les questions de réglementation des médicaments (en particulier la surveillance post-approbation et les usages non étiquetés); (3) les questions liées aux assurances; et (4) la vie privée et la confidentialité.

Après réflexion à ces priorités et à d'autres facteurs pertinents, nous avons décidé que **la détermination du prix des médicaments et les questions connexes** sera le thème du prochain document d'analyse approfondie d'ordre juridique, éthique et de politiques. En plus d'être le premier choix du comité consultatif, ce thème complète et soutient l'activisme déjà amorcé au pays par le Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements (CCSAT). Comme vous le savez, ce thème est aussi au cœur d'un élan international important et croissant, notamment depuis la conférence de Durban. Cette tendance s'accompagne, aux États-Unis – généralement une source d'influence importante sur les lois et politiques canadiennes –, d'un regain d'attention à l'égard de la réglementation du prix des médicaments, de même que d'un activisme soutenu qui cible directement l'administration américaine, un joueur dominant sur l'échiquier mondial.

De plus, le Réseau a déjà amorcé du travail sur l'accès aux traitements dans les pays en développement, en partenariat avec le AIDS Law Project South Africa qui est profondément impliqué dans des campagnes de promotion et de défense des droits et intérêts, et dans des contestations judiciaires relativement au prix des médicaments et à l'accès aux traitements. Par ailleurs, relativement peu de choses sont faites au Canada pour contribuer à l'activisme au chapitre du prix des médicaments et de l'accès aux traitements, bien que nombre de personnes vivant avec le VIH/sida, d'activistes canadiens et d'organismes de lutte contre le VIH/sida expriment un intérêt croissant à faire une telle contribution. Notons d'ailleurs qu'en bout de ligne ce travail ne profitera pas qu'aux personnes vivant avec le VIH/sida dans des pays en développement, mais aussi à celles de pays plus nantis comme le Canada.

En outre, ce thème présente d'importantes ramifications juridiques et éthiques, telles :

- des questions liées aux lois sur la propriété intellectuelle qui protègent les brevets d'invention (à la fois au palier national et en vertu d'accords commerciaux internationaux) et aux mécanismes disponibles pour protéger les intérêts entourant la santé, en présence de telles lois;
- le contrôle direct du prix des médicaments par l'adoption de lois domestiques; et



- les lois, règlements et politiques régissant le paiement par des tierces parties (programmes provinciaux d'assurance maladie et compagnies d'assurances, par exemple), qu'affectent

évidemment les considérations du prix de médicaments, l'élément qui croît le plus rapidement au chapitre du coût des soins de santé. Information sur ce projet : Richard Elliott, <relliott@aidslaw.ca>.

Le Réseau à Durban

Plus de 100 personnes de pays en développement et de pays industrialisés ont participé au satellite de droit, d'éthique et de droits de la personne que nous avons organisé à Durban avec notre organisme partenaire sud-africain, l'AIDS Law Project, à la veille de la XIII^e Conférence internationale sur le sida (7 juillet 2000). Les discussions ont porté sur quatre thèmes : l'accès aux traitements, le droit criminel et le VIH/sida, les questions juridiques et éthiques liées aux vaccins, et le rôle du droit à l'égard de la vulnérabilité des femmes – le point de mire général portant sur les stratégies juridiques propices à faire progresser les droits humains des personnes les plus vulnérables au VIH/sida et à la discrimination.

L'événement, coparrainé par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), fut inauguré par le D^r Peter Piot, chef de l'ONUSIDA, et

par l'honorable Maria Minna, ministre canadienne à la Coopération internationale. Les participants ont eu l'occasion d'entendre les témoignages de l'honorable Yvonne Mokgora, de la Cour constitutionnelle de l'Afrique du Sud, et de l'honorable Edwin Cameron, de la Haute cour de l'Afrique du Sud. D'autres renseignements sur le satellite, ainsi que le texte des documents de travail produits pour l'occasion, sont accessibles à <<http://www.aidslaw.ca/durban2000/f-durban2000.htm>>.

Outre l'organisation de ce satellite, des membres du personnel du Réseau et de son conseil d'administration ont présenté huit exposés oraux et cinq affiches, dans le cadre de la Conférence principale. Nous déposerons sous peu sur notre site Web un résumé de certains faits saillants de la Conférence internationale, en matière de droit, d'éthique et de politiques; puis en décembre prochain, notre *Bulletin canadien VIH/sida et droit* renfermera bon nombre des exposés les plus pertinents, et ce en traduction française également.

Nouvelles des projets

Injection de drogue et VIH/sida : questions juridiques et éthiques

La réponse officielle promise par le ministre de la Santé se fait attendre, quant aux recommandations formulées dans notre rapport sur *L'injection de drogue et le VIH/sida : questions juridiques et éthiques* (novembre 1999). La réponse ministérielle était d'abord attendue en juin 2000, puis son annonce a été reportée, mais elle devrait avoir lieu sous peu. Jusqu'à ce que nous ayons l'opportunité de réagir à cette réponse, nous poursuivons d'autres initiatives dans ce domaine. Ralf Jürgens a animé sur ce thème un atelier abordant les questions de droit, d'éthique et de droits de la personne, au programme de la Conférence sur les femmes et le VIH/sida (Toronto, mai 2000); Richard Elliott a présenté un atelier de perfectionnement des compétences liées aux questions juridiques pertinentes à cette problématique, lors de notre a.g.a.; et Ralf a présenté un exposé oral à la XIII^e Conférence internationale sur le sida, à Durban. Par ailleurs, Ian Malkin, chargé d'enseignement à la faculté de Droit de l'Université de Melbourne, a passé à nos bureaux une portion de son congé sabbatique, en juillet et août, pour son

travail sur un document examinant les aspects juridiques et éthiques liés à la mise sur pied d'établissements supervisés pour l'injection. Nous en publierons un résumé dans un numéro prochain du *Bulletin canadien VIH/sida et droit*. Information sur nos activités dans ce domaine : Ralf Jürgens, <ralfj@aidslaw.ca>.

Médecines complémentaires ou alternatives et soins de santé pour le VIH : un point de vue d'éthique

Nous l'avons déjà expliqué, la portée et le contenu de ce projet amorcé en février 1999 ont été révisés. D'abord axé sur la simple préparation d'un document bref, ce projet consiste maintenant à publier le premier d'une série de rapports sur les questions de soins, de traitements et de soutien. Une version préliminaire fut distribuée à quelques individus et subit à présent d'importantes révisions, puis un atelier aura lieu en janvier 2001 pour recueillir d'autres commentaires et contributions. Information : Ralf Jürgens, <ralfj@aidslaw.ca>.

Parution du document sur les soins, les traitements et le soutien

La version finale du document préparé par Richard Elliott et intitulé « Questions de droit et d'éthique liées aux soins, traitements et soutien pour le VIH/sida : aperçu des options pour les travaux futurs » est maintenant disponible. On y décrit notre projet sur les



soins, les traitements et le soutien pour le VIH/sida, son contexte, ses activités jusqu'ici et le travail prévu pour sa complétion, mais on offre aussi un aperçu de onze aspects pertinents de droit, d'éthique et de politiques. Le document est téléchargeable de notre site Web et disponible auprès d'Éric Nolet, <enolet@aidslaw.ca>.

Le dossier de la recherche de vaccins anti-VIH

Le document de travail sur les aspects juridiques, éthiques et de droits de la personne pertinents au développement et à l'éventuelle disponibilité d'un vaccin anti-VIH/sida est complété. On s'affaire à lui permettre une vaste circulation afin de recueillir des commentaires et suggestions. On en discutera notamment dans le cadre d'un petit atelier que le Réseau organise à Montréal,

les 19 et 20 novembre. Information sur ce projet : Ralf Jürgens, <ralfj@aidslaw.ca>.

Le VIH/sida dans les prisons

Les stocks imprimés de notre collection de feuillets d'information sur le VIH/sida en prison sont épuisés (mais notre site Web y donne toujours accès). Nous profitons de l'occasion pour y apporter des mises à jour. Les 5 et 6 octobre 2000, Ralf Jürgens participera à une rencontre consacrée au VIH/sida dans les prisons de la Russie, qu'a convoquée l'Organisation mondiale de la santé, à Copenhague.

Autres échos du Réseau

Subvention de l'ACDI au Projet de partenariat du Réseau

Le Réseau juridique était l'un des dix organismes canadiens auxquels l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a accordé un octroi dans le cadre de son Programme de petites subventions pour la lutte contre le VIH/sida, qui « vise à susciter la création de partenariats entre organisations canadiennes et organisations des pays en développement ».

Cet octroi servira au travail de collaboration entre le Réseau juridique et son partenaire sud-africain, l'AIDS Law Project (ALP) pour améliorer l'accès aux traitements pour les personnes vivant avec le VIH/sida en Afrique du Sud et dans d'autres pays en développement. Le projet prévoit notamment qu'un employé de l'ALP fasse un séjour au Canada et que Richard Elliott aille travailler avec l'équipe de l'ALP en Afrique du Sud, en avril 2001.

Cet effort soutenu pour travailler avec un organisme d'un pays pauvre en ressources est à notre connaissance le premier d'un organisme canadien à cibler les droits de la personne et les questions d'accès aux traitements. Information sur ce projet : Ralf Jürgens, <ralfj@aidslaw.ca>.

Centre de documentation

L'expansion de notre centre de documentation se poursuit : plus de 2 000 titres répertoriés dans la base de données électronique sont accessibles aux membres du Réseau et au public. Pour profiter de cette collection unique : Maria Nengeh Mensah, <mnmensah@aidslaw.ca>.

www.aidslaw.ca

Notre site Web entièrement reconçu a pris son envol. Tout y est déjà plus facile et on y greffera bientôt d'autres nouvelles caractéristiques. Allez y promener votre souris et donnez-nous en des nouvelles à <info@aidslaw.ca>.

Serveur de liste électronique

Pour favoriser la communication entre nos membres et d'autres intervenants du domaine juridique, éthique et des politiques sur le VIH/sida au Canada, nous activerons sous peu un service de *list serv*. Les prochaines *Nouvelles du Réseau* parleront de cette initiative attendue.

Bulletin canadien VIH/sida et droit

Nous avons commencé à intégrer certaines des suggestions reçues des participants à la séance de l'a.g.a. consacrée à l'évaluation de notre *Bulletin*. Notamment, nous avons compilé une table des matières de tous les numéros parus jusqu'ici, par sujet et par pays, ce qui facilite grandement le recours au vaste contenu de ce périodique. Pour faire facilement le tour de plus de 80 articles que nous avons publiés sur le VIH/sida en prison, entre autres, dirigez votre fureteur Web sur <<http://www.aidslaw.ca/francais/Contenu/docautres/bulletincanadien/bulletin-tdm.htm>>.

Participation du Réseau à la consultation sur le Plan d'action de l'ACDI sur le VIH/sida

Le 15 mai, nous avons participé à la consultation convoquée par la Coalition interagence sida et développement (CISD) au sujet du nouveau Plan d'action de l'ACDI sur le VIH/sida. Pour plus de détails à ce sujet, visitez le site Web de la CISD, <www.icad-cisd.com>.



Conseil d'administration de 2000/2001

Notre conseil d'administration pour 2000-2001 a accueilli trois nouvelles représentantes : Renée Masching (Atlantique), Marlene Daley (Québec) et Darlene Steele (Pacifique).

Marlene Daley est la trésorière du Réseau juridique. Elle travaille sur des questions de VIH/sida depuis 1988, particulièrement en développement et mise en œuvre de politiques, en recherche, counselling, formation, prévention et développement de programmes. Au cours des 12 dernières années, elle a rédigé la politique de l'Université Concordia sur le VIH/sida, travaillé au Centre d'études sur le sida de l'Hôpital général de Montréal et co-organisé la Première conférence sur le sida pour les autochtones du Québec. Elle travaille présentement à Montréal, au Centre d'intervention sida du CLSC Métro, comme conseillère en test anonyme du VIH, et est en charge du Programme de notification des partenaires sur le VIH, un service de notification volontaire dans la région de Montréal. Marlene a aussi accompagné sa sœur Éloïse dans sa lutte contre le sida qui s'est terminée en 1993.

Renée Masching travaille dans le domaine du VIH/sida et de l'éducation à la santé sexuelle depuis 1990, et plus particulièrement dans les communautés des Premières Nations de l'Atlantique depuis 1995. En août 1997, elle est devenue directrice de Healing our Nations (jadis l'Atlantic First Nations AIDS Task Force), à Halifax. Elle a siégé au conseil d'administration du Réseau canadien autochtone sur le sida (RCAS) pendant plusieurs années; elle en fut vice-présidente de mars 1998 à juin 1999. Renée fait partie du Groupe de travail autochtone du Laboratoire de lutte contre la maladie et du Groupe de discussion sur le VIH/sida de la Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits; elle

entretient des liens étroits avec ses collègues de la région de l'Atlantique. Healing our Nations dessert les 31 communautés des Premières Nations dans les 4 régions de l'Atlantique. Le point de mire de cet organisme est la prévention et l'éducation, par des ateliers, des séances de formation des formateurs, le développement de ressources, l'implication des leaders et la participation d'intervenants des communautés.

Darlene Steele est infirmière à la retraite et praticienne du droit. Elle se spécialise en droit de la santé; elle détient une maîtrise en droit de l'University of Western Australia ainsi qu'une maîtrise ès Sciences, soins infirmiers, de l'University of British Columbia. Elle a préparé la réponse de la Western Australia AIDS Organization au projet de loi *Infectious Disease Legislation* et rédigé l'ébauche de loi sur la santé pour le Ministère de la Santé de l'Australie occidentale. Elle a présenté plusieurs exposés sur les questions relatives au droit de la santé, telles que le consentement, la confidentialité et le test. Elle est impliquée dans le mouvement de consommateurs en matière de santé depuis les années 70, grâce à son travail auprès du Vancouver Women's Health Collective et du Consumers Health Network de l'Australie occidentale.

Huit des membres du conseil de 1999-2000 ont été réélus ou siègent pour la seconde année de leur mandat : Caroline Ploem (Atlantique), Lori Stoltz, Ruth Carey, William Bromm et Stefan Matiation (Ontario), Marie-Josée Paquin (Prairies), de même que Barney Hickey et Michael Linhart (Pacifique). On peut lire leurs paragraphes biographiques à <http://www.aidslaw.ca/francais/lereseau.htm#nca>. Un merci du fond du cœur aux trois membres du conseil qui viennent de laisser leur place, Bruno Guillot-Hurtubise, David Thompson et Raymond Campeau, pour leur contribution au Réseau.

Formulaire de don au Réseau juridique canadien VIH/sida

Oui! Je veux faire un don pour contribuer à l'important travail du Réseau juridique.

Je joins mon don de : 25 \$ 50 \$ 75 \$ 100 \$ Autre _____ \$ (Extérieur du Canada : paiement en devise américaine. Merci.)

Paiement par carte Visa : no de carte _____ Date d'expiration _____

Titulaire de la carte _____ Signature _____

Je joins un chèque/mandat à l'ordre du Réseau juridique canadien VIH/sida. Veuillez me faire parvenir une facture.

Nom _____ Fonction _____

Adresse _____ Code postal _____

Téléphone (Jour) _____ Téléphone (Soir) _____

Télécopieur _____ Courriel _____

Réseau juridique canadien VIH/sida, 484, rue McGill, bur. 400, Montréal, QC H2Y 2H2 Tél. : (514) 397-6828 Téléc. : (514) 397-8570
Courriel : info@aidslaw.ca Site web : www.aidslaw.ca Tous les donateurs qui sont admissibles recevront un reçu pour fins d'impôt pour un don de 10\$ et plus.



Équipe, stagiaires et invités du Réseau

En avril, *Terry Gould* s'est joint à l'équipe du Réseau (voir les biographies des membres du personnel à <<http://www.aidslaw.ca/francais/lereseau/notrepersonnel.htm>>). Terry est arrivé parmi nous en 1999, sur une base contractuelle à raison d'une journée par semaine, pour aider Maria au Centre de documentation. Depuis avril 2000, il travaille trois jours de plus par semaine comme commis de bureau. On peut le joindre au (514) 397-6828 (poste 225) et à <tgould@aidslaw.ca>.

Josée Dussault, alors étudiante de troisième année en communication à l'Université de Montréal, a effectué un stage au Réseau de janvier à avril, dans le cadre de son programme d'études. Elle a travaillé huit heures par semaine à l'identification de moyens pour améliorer notre *Bulletin canadien VIH/sida et droit*. Elle commente son expérience au Réseau comme suit : « Mon expérience en tant que stagiaire au Réseau m'a permis de confirmer mes aspirations professionnelles. On m'a laissé beaucoup de liberté dans la réalisation de mon projet en relations publiques pour le *Bulletin canadien VIH/sida et droit*. J'ai d'abord fait une recherche détaillée sur le Réseau et son *Bulletin*, au plan communicationnel, puis j'ai identifié des éléments prioritaires susceptibles d'améliorer la communication entre le Réseau et les lecteurs de son périodique. Grâce aux précieux conseils de Maria et de Ralf, j'en suis venue à élaborer un questionnaire destiné aux lecteurs, pour connaître leur utilisation du *Bulletin* et leur degré de satisfaction à son égard. Mon stage au Réseau m'a fourni un univers de travail stimulant et plein de défis. Mes études universitaires étant maintenant complétées, ce sont de tels défis que j'ai l'intention de relever au quotidien, dans la carrière que j'entreprends en communication communautaire. »

En juillet et août, *Ian Malkin*, chargé d'enseignement à la faculté de droit de l'Université de Melbourne, a rendu visite au Réseau. Ian nous a contacté pour la première fois en 1995, alors qu'il écrivait un article sur les responsabilités civiles des autorités carcérales vis-à-vis des détenus (offrir des seringues stériles et des condoms, afin de prévenir la transmission du VIH et d'autres virus transmissibles par le sang). Après quelques collaborations avec le Réseau – à la rédaction d'un document de fond, puis d'un article du *Bulletin canadien VIH/sida et droit* (1995; 2(1), p. 21-25) – il savait où il passerait son prochain congé sabbatique : au Réseau.

« J'étais déjà ébloui par la nature du travail entrepris et accompli par le Réseau ainsi que par le dévouement de chaque personne y travaillant : toutes les publications de l'organisme sont d'une qualité impressionnante – rapports finaux, documents thématiques et de fond, sans oublier le *Bulletin*. Ce sont des ressources précieuses, non seulement pour les arguments qu'ils articulent, mais aussi pour les nombreuses sources citées; ils constituent une excellente source de documentation pour quiconque s'intéresse aux questions juridiques relatives au VIH/sida. Et le *Bulletin* est une lecture incontournable pour se garder au fait d'une panoplie de

questions juridiques liées au VIH/sida, au Canada comme à l'étranger », remarque-t-il.

Pendant sa visite au Réseau, Ian a travaillé sur un document traitant de la mise sur pied d'établissements supervisés pour l'injection – une question chaudement débattue en Australie, présentement, alors que trois territoires en font l'essai ou prévoient le faire.

Ian note que « le Réseau était l'endroit idéal pour étudier les questions liées aux mesures proposées... Il est difficile de trouver une façon de les remercier pour toute la cordialité et l'hospitalité qu'on m'a offertes – il ne me reste qu'à inviter tout le personnel du Réseau à venir à Melbourne, pendant un congé sabbatique ou en visite; ce sera alors un plaisir de les accueillir avec autant de générosité ». Merci, Ian! Il se pourrait bien qu'on accepte cette offre!

Grâce à une bourse reçue du Programme d'été 2000 de placement étudiant de Développement des ressources humaines Canada, *Alana Klein*, étudiante de troisième année à la faculté de droit de l'Université McGill, a amorcé en mai un emploi d'été de 10 semaines au Réseau. Elle possédait déjà des connaissances en matière de lois sur les droits de la personne et de développement économique international, mais elle souhaitait acquérir de l'expérience au sein d'un ONG communautaire canadien. « Le Réseau juridique canadien VIH/sida s'est avéré le choix idéal pour moi. J'en ai appris plus en trois mois au Réseau qu'en deux ans à la faculté de droit », raconte Alana.

Alana a passé l'été à faire de la recherche et à rédiger un document sur les politiques canadiennes d'immigration relatives au VIH/sida. Un tel travail s'avérait urgent, puisque le Canada modifie présentement ses lois et politiques d'immigration. « Il y a un peu de tout dans ces changements, note Alana. Certains obstacles à la mobilité des immigrants de la catégorie famille et des réfugiés vivant avec le VIH/sida sont éliminés et c'est sans doute une amélioration importante. Mais pendant qu'on ouvre certaines portes, on en referme d'autres. On propose de faire subir le test du VIH à tous les immigrants potentiels et d'exclure ceux qui reçoivent un résultat positif, en soutenant qu'ils représenteraient un danger pour la santé du public canadien. Ce serait là un immense pas en arrière, un retour à une pensée désuète, dirigée par la peur plutôt que par la raison. Beaucoup de personnes pourraient souffrir des suites d'un tel changement. »

L'expérience qu'Alana a acquise au Réseau va au delà d'une capacité à citer des passages de la *Loi sur l'immigration*. « J'étais épatée par le dévouement, les connaissances et la sensibilité de tout le monde au Réseau. Ils semblaient ne jamais perdre de vue les raisons pour lesquelles ils faisaient certaines choses, et pour qui ils les faisaient ». Alana a aussi apprécié l'atmosphère détendue du bureau. « C'était un endroit où il était très facile de se sentir confortable. J'espère continuer de m'impliquer auprès du Réseau juridique à long terme. »



Dates à retenir

Montréal, 21-23 septembre 2001 : a.g.a. 2001 du Réseau et événement de perfectionnement des compétences

Retour à Montréal pour la prochaine a.g.a. du Réseau, qui aura lieu cette fois en septembre (pour éviter un conflit d'horaire avec le Symposium national de perfectionnement des compétences, à Montréal aussi, tôt en juillet). Comme en 2000, il y aura des discours programme en soirée, le vendredi 21 septembre, ainsi qu'une journée entière consacrée au perfectionnement des compétences et à la discussion de thèmes brûlants d'ordre juridique, éthique et de droits de la personne relatifs au VIH/sida, le dimanche 23 septembre. Pour plus de détails, contacter Anne Renaud à <arenaud@aidslaw.ca> ou au (514) 397-6828 (poste 222).

Nouvelles ressources

Depuis mai 2000, ces nouvelles ressources publiées par le Réseau sont disponibles sur notre site Web, à <www.aidslaw.ca> et auprès du Centre canadien de documentation sur le VIH/sida (tél. : 1-877-999-7740; courriel aids/sida@cpha.ca) :

- *La discrimination, le VIH/sida et les autochtones* (2^e édition);
- *Le VIH/sida et les autochtones : problèmes de compétence et de financement* (2^e édition);
- *Le test de sérodiagnostic et la confidentialité : questions concernant la communauté autochtone* (2^e édition);
- une série de feuillets d'information sur *Les autochtones et le VIH/sida : questions juridiques*; et
- un feuillet d'information sur les ressources essentielles dans le domaine de la prostitution et du VIH/sida.

Les autres nouvelles ressources du Réseau, disponibles uniquement sur notre site Web ou auprès d'Éric Nolet à <enolet@aidslaw.ca>, sont notamment :

- le Rapport annuel 2000 du Réseau;
- *Questions de droit et d'éthique liées aux soins, traitements et soutien pour le VIH/sida : aperçu des options pour les travaux futurs*; et
- une série de documents de travail [dont des résumés seront publiés en français dans le prochain *Bulletin*] préparés pour notre conférence satellite sur les questions juridiques, à la veille de la XIII^e Conférence internationale sur le sida : (1) *Criminal Law and HIV/AIDS - Strategic Considerations*; (2) *Using Rights and the Law to Reduce Women's Vulnerability to HIV/AIDS*; et (3) *Resolving Legal, Ethical, and Human Rights Challenges in HIV Vaccine Research*.

Pour obtenir la liste complète de nos publications, contactez Éric par courriel ou par téléphone au (514) 397-6828 (poste 227).

Commentaires et réactions



Je voulais prendre le temps de vous remercier, ainsi que votre personnel énergique et engagé. Le Réseau a agi pour nous comme une source précieuse de référence et de soutien, à plusieurs reprises, et nous vous en remercions.

– Jennifer Furtney, directrice générale, AIDS Committee of North Bay and Area, 12 septembre 2000

Le rapport [sur le dépistage rapide du VIH] est d'actualité et très pertinent. Alors que l'Association médicale canadienne n'a pas encore développé de recommandations de politiques sur le dépistage du VIH aux points de services, nous examinons présentement les politiques existantes sur le VIH et le sida... nous tiendrons compte des recommandations du Réseau juridique pendant la phase d'examen et de consultation sur ces politiques.

– Isra G. Levy, directeur, Programmes de santé, Association médicale canadienne, 26 juin 2000

À l'ACCKWA [AIDS Committee of Cambridge, Kitchener Waterloo and Area] nous nous référons au Réseau juridique et à HALCO [la HIV/AIDS Legal Clinic of Ontario] pour une articulation approfondie des questions relatives au VIH/sida et aux aspects juridiques des politiques. Je peux toujours me fier à vos écrits et au travail des autres gens du Réseau juridique, pour de l'information cruciale et d'actualité.

– Joanne Olson, ACCKWA, 23 juin 2000

Il s'agit d'un excellent bulletin qui porte à la connaissance de ses lecteurs une multitude de questions d'ordre juridique et de politiques. Fortement recommandé à toutes les bibliothèques universitaires et de droit.

– AIDS Book Review Journal, février/mars 2000 (commentaire sur le Bulletin canadien VIH/sida et droit)